



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Probleme-insoluble>

Problème insoluble

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2005 - N° 1056 - juillet 2005 -

Date de mise en ligne : mardi 17 janvier 2006

Date de parution : juillet 2005

Description :

Jean-Pierre Mon dénonce les incohérences des promesses du nouveau gouvernement au sujet du chômage.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'essentiel de la déclaration de politique générale de notre nouveau Premier ministre, Dominique de Villepin, était centrée sur son « plan d'urgence pour l'emploi » dont la nouveauté est le « contrat nouvelle embauche » de deux ans. De politique étrangère, de politique financière, il n'en a pratiquement pas été question. Parce que Jacques Chirac est persuadé que c'est le chômage qui explique l'échec du référendum. Ce n'est pourtant pas un problème récent. Il existait déjà sous Raffarin, sous Jospin (n'en déplaise au PS !), en fait, depuis fort longtemps, comme le prouve le florilège présenté page précédente.

Des statistiques "optimistes"

Si l'on analyse les statistiques du chômage de plus près, on constate tout d'abord que le nombre de personnes exclues du monde du travail est bien plus important que ne l'indique le taux de chômage : en mai 2002, alors que L. Jospin était encore Premier ministre, J-P. Fitoussi écrivait dans le Monde : « Sait-on que 10 % de la population active est dans des dispositifs d'emploi aidés, pour la plupart précaires et très faiblement rémunérateurs ? Deux autres pour-cent sont en travail temporaire, et d'autres encore occupent des emplois précaires non aidés ou des temps partiels non voulus, etc.... Si l'on ajoute [...] les 9 % de chômeurs d'aujourd'hui, on perçoit que pour près d'un quart de la population active, l'emploi fait problème, le présent est fait de difficultés financières, l'avenir est inquiétant ». Un an plus tard, le sociologue Didier Demazière renchérisait [\[1\]](#) : « À cette époque (les années 70), les contours de phénomène étaient nets. Les indicateurs statistiques couvraient assez bien la réalité du chômage et la dénombraient correctement. Actuellement, la multiplication des situations intermédiaires, dites de "sous-emploi", qui concernent un nombre grandissant de personnes difficiles à situer entre salariat et inactivité, ainsi que la cohorte d'anciens chômeurs découragés et radiés, contribuent à rendre floue la situation ».

La croissance à tout prix

Les choses ne s'améliorent pas, bien au contraire. En ce mois de juin 2005, 24% des actifs de moins de 25 ans ne parviennent pas à trouver du travail et les plus de 55 ans constituent la catégorie la plus touchée par les "ajustements" d'effectifs. Trouver des emplois pour tous, jeunes et vieux, n'est pas un problème nouveau [\[2\]](#) et ce ne sont pas les mesures proposées par M. de Villepin et son Ministre de l'économie et des finances qui le résoudront. Le problème du chômage de masse est consubstantiel à l'économie capitaliste. Les partis de droite ne veulent évidemment pas l'admettre et la gauche continue à sacraliser l'emploi, comme si les moyens de production étaient encore ceux du XIX^{ème} siècle. Pour les uns, seul le "modèle" anglo-saxon (bien surfait quand on l'étudie de près) permettra de venir à bout du chômage, pour les autres, le salut est à chercher dans le modèle scandinave (qui coûte très cher et que les pays membres de l'Euroland ne peuvent financer à cause de la politique monétaire de la BCE). Pour les uns comme pour les autres, le maître-mot est "croissance" et tant pis pour l'environnement [\[3\]](#) [\[4\]](#) Mais quoi qu'ils fassent, la croissance ne vient pas et, en France, notre ministre de l'économie et des finances, Thierry Breton, vient finalement de revoir ses espoirs à la baisse [\[5\]](#) : « le plancher de ma précédente fourchette de prévision (2 à 2,5%) est devenu plutôt le plafond ». Ce plafond est cependant jugé irréaliste par de nombreux économistes qui le situent à 1,5%. Qui plus est, se désespère le ministre, la situation de nos finances publiques est grave : la dette des administrations (État, collectivités locales, organismes de sécurité sociale,...) atteint 1.067 milliards d'euros. « Il faut dire la vérité aux Français : l'impôt sur le revenu ne sert pas à financer des écoles, des hôpitaux ; il ne sert pratiquement qu'à payer les intérêts de la dette » [\[6\]](#). Alors, pour lui, il n'y a qu'une solution, il faut faire de la croissance « mais pour avoir de la croissance, dans l'économie, comme dans une famille, il faut travailler plus ». Thierry Breton avait un peu plus d'imagination, il y a vingt ans (voir l'encadré page suivante) et ne pensait pas, comme le font couramment les Ministres des finances démagogues, à identifier stupidement l'économie du pays à l'économie familiale ! Mais comment travailler plus, commencer ou recommencer à travailler si on ne crée pas d'emplois ? Est-ce que les entreprises vont créer des emplois dont elles n'ont pas besoin ? Et comment faire

diminuer le nombre de chômeurs, si les autres travaillent plus longtemps ?

Toujours est-il que les prévisions du rapport de l'OCDE [7], Perspectives de l'emploi pour 2005, selon lesquelles plus de 36 millions de personnes, soit près de 7 % de la main-d'oeuvre totale, seraient encore au chômage en 2005 dans les 30 pays de l'OCDE sont en train de se réaliser.

Des solutions "libérales"

En conséquence, toujours fidèle à sa politique "libérale", l'OCDE recommande aux gouvernements de mettre en oeuvre une plus grande flexibilité du temps de travail, des réglementations et une administration plus efficace pour lutter contre l'économie informelle. Elle préconise aussi de soutenir la formation tout au long de la vie pour aider les travailleurs à améliorer leurs qualifications. Mais ça, ça coûte cher...

Le cas de la France préoccupe particulièrement les analystes de l'OCDE car « seulement 61,9 % des personnes d'âge actif occupent un emploi, contre plus de 70 % dans les pays les plus performants, comme le Danemark, la Suède, les États-Unis et le Royaume-Uni ». La France, note le rapport, est assez éloignée des meilleurs élèves. En 2003, son taux de chômage, de 9,3 %, était supérieur de 1,5 point à la moyenne observée pour les pays de l'Europe des Quinze (et bien au-delà de la moyenne OCDE).

D'où l'idée d'essayer d'importer en France les modèles qui semblent avoir réussi (suivant les normes capitalistes...) dans ces pays.

Nous y reviendrons dans un prochain article.

Entre temps, le Premier ministre britannique, Tony Blair, aura pris pour six mois la Présidence de l'Union européenne et tentera de faire adopter par les 25 son modèle de développement. Nous savons à quoi nous attendre, puisque dès le 17 mai, (donc avant le référendum en France), le Ministre des finances britannique, Gordon Brown, s'est engagé dans un discours [8] devant le patronat du Royaume-Uni, à faire des réformes économiques la priorité de la Présidence britannique de l'Union. Quand on sait ce que veut dire "réforme" ou "modernisation" en langage libéral, on peut avoir quelques craintes sur ce qui attend les salariés européens.

On a vu comment, sous un gouvernement social-démocrate, l'Allemagne a payé la "modernisation" de son économie : par... 5 millions de chômeurs !

[1] Le Monde, 01/07/2003.

[2] On vient d'en avoir la preuve en relisant, page 8, l'article écrit ici, à ce propos, il y a près d'un demi-siècle.

[3] Les industriels européens mobilisés contre les engagements de Kyoto, Le Monde, 23/03/2004.

[4] M. Seillière dénonce les risques d'entrave au développement économique, Le Monde, 26/06/2004.

[5] Conférence de presse du mardi 21 juin 2005.

[6] NDLR : C'est à cette phrase que réagit Paul Vincent dans l'article qui suit, page 13.

[7] OCDE = Organisation de Coopération et de Développement Économiques.

[8] Le Monde, 19/05/2005.